

Réponse du Réseau Action Climat et de ses associations membres à la consultation RTE sur les scénarios 2050

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le dérèglement climatique



Qui sommes-nous ?

Le Réseau Action Climat est le représentant français d'un réseau mondial et européen d'ONG, qui regroupe près de 1300 membres à travers la planète. Avec pour objectif de parler d'une seule voix pour peser davantage sur les décideurs, le Réseau Action Climat couvre de par son travail l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, etc. Il travaille principalement à l'élaboration de mesures alternatives et ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques et ses impacts et veille à ce que ses propositions ne portent pas atteinte à l'environnement, à la sécurité et aux droits humains.

Il reste au contraire convaincu que la lutte contre les changements climatiques est une formidable option de sortie de crise et est porteuse de co-bénéfices en termes de création d'emplois, de préservation de la santé et de plus de justice sociale et de solidarité. Et c'est dans ce sens qu'il porte auprès des pouvoirs publics des mesures à la fois bonnes pour le climat mais également sources de multiples co-bénéfices pour la société dans son ensemble.

La réponse à cette consultation a été coordonnée par le Réseau Action Climat au nom de ses 25 associations membres.

Question 1 – Cadrage général de l'étude des « futurs énergétiques 2050 » du Bilan prévisionnel

Etes-vous d'accord avec le cadrage global de l'étude ? Partagez-vous les grandes questions auxquelles les scénarios et analyses doivent apporter des éléments de réponse ?

Le Réseau Action Climat et ses associations membres sont alignés avec le cadrage général proposé par RTE pour cette étude sur "les futurs énergétiques 2050". Il est cependant nécessaire de bien insister sur la nécessité d'atteindre la neutralité carbone en 2050 et de garder ce point comme un pilier phare de chacun des scénarios étudiés.

Il est aussi important que les scénarios soient évalués, en plus des impacts climatiques, au regard de la résilience du système électrique à des chocs, de type crise sanitaire, mais aussi des chocs géopolitiques ou des attaques terroristes par exemple.

Par ailleurs, le chiffrage économique devra également donner des indications sur la répartition territoriale de la valeur ajoutée créée et des emplois.

Les scénarios nous semblent cependant incomplets, au sens où ils ne décrivent que les réseaux et les moyens de production correspondants. Il manque une différenciation des investissements dans les méthodes et processus concernant le traitement des déchets. Ainsi, en omettant de prendre en compte le traitement des déchets, que ce soit pour les énergies renouvelables ou pour le nucléaire, le cadrage sous-entend que les investissements seraient de même ordre de grandeur d'un point de vue financier. Or, ces coûts sont très divers, que ce soit sur le traitement des déchets ou le coût du démantèlement, en rappelant que les énergies renouvelables sont à 95 % recyclables.

Le risque de l'accident nucléaire majeur n'est pas envisagé et est incomparable à tout autre risque porté par les autres énergies, voire industries. Notons aussi qu'il y a une obligation d'assurance pour les énergies renouvelables que l'on ne retrouve pas dans l'énergie nucléaire où les dégâts dans la centrale sont assurés, mais pas ceux en dehors de la centrale où c'est alors l'Etat qui prend ce risque en charge et qui en est responsable. Cela n'est pas répercuté dans le modèle économique du nucléaire or un accident a été chiffré par l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire jusqu'à 430 milliards d'euros pour un accident majeur. Sans compter qu'un tel accident rendrait impropres les territoires pour des siècles (avec les éventuelles productions d'énergies renouvelables qui y auraient été implantées). Après l'accident de Fukushima, le Japon a arrêté toutes ces centrales nucléaires. Que ferait la France dans une telle situation ?

Question 2 – Cadrage démographique et macro-économique

Partagez-vous le cadrage démographique et macro-économique proposé pour l'élaboration des scénarios du Bilan prévisionnel ? Si non, quelles hypothèses alternatives proposez-vous ?

Le cadrage démographique se base sur les projections de l'INSEE publiées en 2016 avec un point de départ en 2013. Ces projections seront mises à jour fin 2021 et aboutiront à une population plus faible pour 2050, du fait d'un ralentissement de la hausse de l'espérance de vie et de la natalité depuis 2013. Les projections [d'Eurostat](https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/main/data/database)¹ et [de l'ONU](https://population.un.org/wpp/Graphs/1_Demographic%20Profiles/France.pdf)² aboutissent pour cette raison à une population inférieure à 71 millions en 2050.

Selon vous, quelles variantes sur le cadrage macro-économique devraient être étudiées en priorité et sur quelles hypothèses celles-ci devraient-elles être fondées ?

¹ <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/main/data/database>

² https://population.un.org/wpp/Graphs/1_Demographic%20Profiles/France.pdf

Il serait pertinent d'étudier une variante avec une hausse de la population moindre (voir la réponse à la question précédente), ainsi qu'avec une baisse de la décohabitation.

Sur les questions économiques, il serait intéressant d'envisager une variante avec un taux de croissance du PIB modéré voire très faible. Les scénarios étant très sensibles aux variations de croissance et de population, il semble nécessaire d'envisager une croissance moindre que celle mentionnée pour l'instant - qui est une "croissance soutenue de l'activité économique avec une croissance du PIB comprise entre +1,3 % et 1,7 % par an sur la période d'étude". Le taux de croissance nous paraît de plus très optimiste, puisque sur les 20 dernières années (2000 - 2019), le taux de croissance annuel moyen a été de 1,4 % (soit dans le bas de la fourchette proposée), et il s'avère que les prévisions officielles postulent une croissance généralement surestimée.

Question 3 – Analyses sur les perspectives de relocalisation de l'industrie

Confirmez-vous l'intérêt de disposer d'une analyse de scénarios de relocalisation de l'industrie en France ? Partagez-vous le cadrage des deux variantes de relocalisation proposées par RTE ?

Il nous semble pertinent de disposer d'une analyse de scénarios de relocalisation de l'industrie en France, d'autant plus au vu du contexte actuel de la crise sanitaire qui a remis cette question dans le débat public (notamment sur l'industrie de la santé en général). Ainsi, la relocalisation des secteurs stratégiques dont fait partie l'énergie est essentielle : les énergies transformées en France mais importées (fossiles, uranium) sont les moins résilientes à toute crise mondiale.

Plus précisément, dans la variante sur la relocalisation des secteurs industriels les plus émetteurs de CO₂ (c'est-à-dire notamment l'industrie lourde), le Réseau Action Climat et ses associations membres trouvent nécessaire de :

- Prévoir une trajectoire compatible avec la neutralité carbone en France en 2050, donc la transformation des process avec notamment un usage de l'hydrogène, une incorporation plus importante de matières recyclées et une réduction des quantités produites. Pour cela, nous vous renvoyons sur les feuilles de route ADEME sur plusieurs secteurs de l'industrie lourde ;
- Intégrer les nouveaux objectifs de décarbonation au niveau de l'Union Européenne et l'impact qu'ils auront sur le mix énergétique des pays pour lesquels il est actuellement fortement émetteur.

Souhaitez-vous partager avec RTE des données ou analyses permettant d'affiner la construction des trajectoires (ex. : études chiffrées sur les secteurs d'activités ou sur l'impact énergétique et climatique de certaines activités délocalisées, etc.) ?

Des hypothèses de relocalisation sont possibles, sur des usines de production de panneaux solaires par exemple, avec des technologies plus performantes dans la mise en œuvre, le gain d'efficacité et de fabrication (cas d'un projet d'usine en Lorraine).

Il semble judicieux de prendre en compte le contexte de la crise sanitaire qui a fait réémerger les questions de relocalisation, notamment sur le secteur de la santé (secteur pharmaceutique, matériel médical, etc.).

La relocalisation s'accompagne aussi d'une meilleure maîtrise des enjeux environnementaux et sociaux lors d'une production au niveau national.

Sur l'impact de certaines activités délocalisées, l'extraction des énergies fossiles et de l'uranium est coûteuse et les impacts sur la santé, l'environnement et les territoires ne peuvent être ignorés (par exemple : pour chaque tonne d'uranium extrait, il y a entre quatre et cent tonnes de déchets radioactifs). Non seulement la France est dépendante de ces importations mais elle est responsable des conséquences sanitaires et environnementales alors que pour certains de ces pays les réglementations sont moins disantes que celles appliquées en France.

Question 4 – Trajectoires d'évolution de la consommation d'électricité

Partagez-vous le cadrage présenté pour les projections d'évolution de la consommation ?

L'approche reprend essentiellement les évolutions de la SNBC. Celles-ci paraissent particulièrement timorées dans plusieurs domaines. Depuis l'élaboration de la SNBC, de nombreux éléments (avis du Haut Conseil pour le Climat, Convention citoyenne, discussion des objectifs 2030 de l'UE, etc.) sont venus rappeler qu'il était nécessaire d'aller plus vite et plus fort sur la transition énergétique et les réductions d'émissions. Il nous semble donc indispensable de renforcer les hypothèses sur les progrès d'efficacité et les transformations sociétales amenant à des baisses de consommation plus marquées.

Dans le domaine du bâtiment, le fort potentiel de réduction de la consommation de chauffage par la rénovation complète et performante de l'ensemble du parc résidentiel peut être mieux pris en compte, d'autant que c'est également un enjeu social (précarité énergétique). La France a pris la mauvaise habitude d'utiliser de l'électricité pour chauffer des logements à 20°C quand le nucléaire était surdimensionné. Mais aujourd'hui, le raisonnement n'est plus à produire de façon surdimensionnée avec une énergie peu efficace. Donc les besoins en chaleur pourraient être satisfaits directement par de la chaleur renouvelable (solaire thermique, biomasse, géothermie).

Une application déterminée et un renforcement progressif du "décret tertiaire" permettrait aussi des baisses de consommation sans doute plus poussées dans le tertiaire. Enfin, les progrès de performance énergétique des autres appareils électriques devraient également être poussés jusqu'au maximum technique d'ici 2050, dans l'optique d'un renforcement des réglementations européennes et des efforts des fabricants. Des évolutions de sobriété peuvent aussi être envisagées sur de nombreux appareils, que ce soit par comportement volontaire ou par la capacité grandissante des appareils à s'adapter très finement aux besoins réels des usagers (potentiel de l'intelligence artificielle à envisager).

Dans le domaine du transport, il ne paraît pas suffisant de reprendre les quelques évolutions assez marginales de la SNBC. Il est important de tenir compte des changements profonds qui s'annoncent dans les pratiques de mobilité et qui ont été accélérés par la crise sanitaire (par ex. évolutions plus rapides du télétravail, du vélo et des alternatives à l'aérien que prévu avant la crise).

Enfin, il est nécessaire que les évolutions industrielles tiennent compte des évolutions sur l'usage des biens de consommation : une plus grande circularité de l'économie et les efforts réglementaires européens et français pour allonger la durée de vie et favoriser la mutualisation des produits devraient se traduire par une plus faible demande en matières premières. L'abandon progressif du plastique (notamment à usage unique) peut aussi être pris en compte.

Selon vous, quelles sont les tendances et orientations de la SNBC les plus structurantes à prendre en compte pour les projections de consommation d'électricité ?

La SNBC a tendance à avoir une consommation totale d'électricité assez forte, et donnant une part trop importante à l'électrification.

Selon vous, quelles sont les variantes à étudier dans le cadre du Bilan prévisionnel ?

Il serait utile de prévoir une variante reflétant une transformation plus marquée des pratiques et modes de vie, notamment des changements plus profonds en matière de mobilité et parts modales, une sobriété plus forte sur l'aviation même à hydrogène (qui est une hypothèse envisageable, en particulier pour les déplacements professionnels, mais pas avant 2035) et une transformation des productions industrielles plus en phase avec une économie largement circulaire en 2050.

Le Réseau Action Climat et ses associations membres souhaitent aussi une variante avec une stabilisation de la demande d'électricité.

Question 5 – Cadrage global des 8 scénarios d'étude

Etes-vous d'accord avec le cadrage et les six scénarios d'étude principaux proposés ?

Partagez-vous la définition des hypothèses communes aux six scénarios d'étude (M1, M2, M3, N1, N2, N3) et notamment la trajectoire de déclasserement nucléaire retenue ?

En ce qui concerne la trajectoire de déclasserement du nucléaire retenue, le Réseau Action Climat et ses associations membres souhaitent apporter plusieurs remarques.

Tout d'abord, la question n'est pas tant la trajectoire de "déclasserement" que celle de maintien en service des réacteurs. Le scénario M0 est cohérent avec l'arrêt des réacteurs à 50 ans au plus tard et à une non mise en œuvre ou un arrêt plus rapide de l'EPR de Flamanville.

En ce qui concerne les scénarios M1, M2 et M3, avec 13 % de nucléaire existant, ils supposent le maintien d'environ 25 % du parc actuel en y incluant Flamanville, ce qui signifie la prolongation des derniers réacteurs au-delà de 50 ans. Cela pose des questions en termes de sûreté.

Il s'agit ici de rappeler que les autorisations de prolongation du fonctionnement ne sont accordées que de 10 ans en 10 ans. Alors que le parc aborde les 4èmes visites décennales - qui ne sauraient être considérées comme des formalités -, cela revient à considérer ces prolongations comme acquises. Rappelons également que la durée de fonctionnement d'un réacteur reste tributaire de l'état des composants qui ne peuvent être remplacés ni réparés, comme la cuve qui voit s'accroître les risques de rupture brutale avec l'âge. Une telle prolongation suppose également qu'EDF dispose des moyens techniques et financiers pour y faire face, ce qui est loin d'être acquis.

Par ailleurs, cette hypothèse interroge car les réacteurs les plus récents du parc, susceptibles de rester en fonctionnement le plus longtemps, sont aussi, en bonne partie, ceux qui risquent d'être les plus vulnérables au stress hydrique. La question se pose d'ores et déjà pour Chooz (sur la Meuse, mais déjà concerné cet été, comme mentionné dans [cet article](#)³), Civaux (sur la Vienne, enjeu pointé dès sa conception) et Golfech (sur la Garonne). Pour rappel, l'[étude Explore 2070](#)⁴ prévoit une diminution des débits de 10 % à 40 % d'ici le milieu du siècle, les bassins les plus touchés étant ceux de la Seine et d'Adour-Garonne.

Il y a également la question de la tenue des réacteurs aux fortes chaleurs. Ainsi, il est à noter que l'IRSN souligne déjà que les calculs d'EDF n'apportent toujours pas de démonstration convaincante concernant la tenue des diesels de secours à des épisodes de grand chaud [dans la perspective de leur fonctionnement au-delà de 40 ans](#)⁵. Par ailleurs, les températures maximales de fonctionnement retenues pour les diesels d'ultime secours sont moins élevées que les +49°C initialement prévus ([voir cette source](#)⁶), ce qui soulève la question du maintien en fonctionnement des réacteurs dans les zones les plus méridionales en cas de nouveaux records de chaleur. Notons aussi que lors des épisodes caniculaires, les conditions de travail à l'intérieur des centrales sont fortement dégradées et impactent de fait les questions de sûreté.

Ces questions (sûreté, vulnérabilité au changement climatique) se posent bien sûr de manière encore plus lourde avec les scénarios N.

Le scénario N1 suppose de laisser fonctionner un certain nombre de réacteurs (une demi-douzaine au moins) au-delà des 60 ans révolus, une hypothèse dangereuse et qui ne saurait être tenue pour acquise. Les questions soulevées en termes de sûreté par la perspective d'une prolongation au-delà de 40 ans se posent ici d'autant plus lourdement et le feu vert de

³ <https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/ardennes/charleville-mezieres/ardennes-centrale-chooz-arret-victime-fortes-chaleurs-1866248.html>

⁴ <http://www.gesteau.fr/sites/default/files/explore2070-hydrologie-surface.pdf>

⁵ <https://www.irsn.fr/FR/expertise/avis/2020/Documents/mars/Avis-IRSN-2020-00053.pdf>

⁶ <https://www.capital.fr/entreprises-marches/securite-nucleaire-le-rapport-confidentiel-qui-met-en-cause-les-choix-dedf-1346562>

l'ASN, accordé de dix ans en dix ans, ne peut être considéré comme acquis. Rappelons qu'aucun réacteur nucléaire au monde n'a dépassé 53 ans de fonctionnement.

L'enjeu de renouvellement du parc des scénarii N soulève des questions de faisabilité technique (au regard de l'état de la filière et du problème constant de perte de compétence), financière (le seul scénario des 6 EPR actuellement sur la table étant chiffré à 47 milliards d'euros), d'acceptabilité sociale bien sûr, mais aussi de compatibilité environnementale au regard des effets du changement climatique. Un renouvellement du parc suppose de s'interroger sur les conditions climatiques au tournant et à la fin du siècle, que ce soit au niveau de la baisse de débit des cours d'eau (au-delà de l'incapacité matérielle à refroidir les réacteurs, potentiels conflits d'usage, pression accrue sur la biodiversité avec les rejets d'eau chaude...) ou de la montée du niveau des mers, une bonne partie des sites en bord de mer étant situés sur des littoraux inondables (comme on peut le voir pour les sites de Gravelines et du Blayais sur cette carte : <https://coastal.climatecentral.org/map/>).

Selon vous, quel doit être le dimensionnement des scénarios en matière de production d'électricité en France ?

Si des échanges avec les pays voisins sont indispensables, la production d'électricité en France ne doit pas miser sur une hausse du solde exportateur (d'électricité et d'hydrogène) qui pourrait avoir des effets négatifs pour la rentabilité des moyens de production avec une baisse du prix de l'électricité.

Confirmez-vous l'intérêt, exprimé lors de la concertation, d'étudier les deux scénarios alternatifs (« M0 » et « N0 ») proposés ci-dessus ?

Il est nécessaire d'étudier le scénario M0 pour se mettre en capacité de voir les implications d'une baisse plus rapide de la part du nucléaire qui pourrait être occasionnée par différents facteurs internes ou externes.

Le scénario N0 s'appuie sur une sortie plus lente du nucléaire existant qui semble peu réaliste et mise sur un accord de l'ASN pour des prolongations plus importantes. Les conditions de réalisation d'un tel scénario doivent être explicitées s'il est retenu (ainsi que la possibilité que les prolongations ne puissent être validées). Par ailleurs, ce scénario crée un biais dans la comparaison du coût complet du système électrique avec des réacteurs déjà amortis qui fermeront quelques années plus tard par des moyens de production qui ne sont pas pris en compte en 2050 ou 2060. Il ne nous semble donc pas pertinent d'étudier ce scénario.

Question 6 – Scénario M1 : répartition diffuse d'EnR sur le territoire

Quelle configuration précise souhaitez-vous étudier à travers le scénario M1 ?

Etes-vous d'accord avec les différents éléments de scénarisation présentés ?

Selon vous, quelles sont les conditions ou les leviers (innovations techniques et technologiques, évolution des besoins en matières premières pour la construction des

panneaux, cadre réglementaire, évolutions sociétales, etc.) pour atteindre de tels volumes de capacités photovoltaïques ?

Selon vous, comment le développement du portage des projets par les acteurs locaux doit-il se traduire dans les scénarios ?

Quelles sont, selon vous, les possibilités en matière de flexibilité pour accompagner le développement des énergies renouvelables, et en particulier du photovoltaïque, dans un tel scénario ?

Les citoyens et les acteurs des territoires, en premier lieu les collectivités, sont déterminés à s'impliquer dans la transition énergétique localement, et ceci notamment via l'installation de projets de production d'énergies renouvelables.

Leur permettre de s'impliquer, de monter des projets, est indispensable à l'appropriation de la transition énergétique et crée les conditions pour faciliter les autres leviers que sont l'efficacité énergétique et la sobriété.

La production locale d'énergies renouvelables contribue également à mieux répartir sur le territoire national les créations d'emplois et à créer de la valeur locale : voir notamment [une étude d'Energie Partagée](#)⁷ sur les retombées économiques de projets citoyens d'énergies renouvelables. [Une autre étude d'Energie partagée](#) explore le lien entre transition énergétique et développement territorial⁸.

Pour en savoir plus sur les chiffres clés concernant l'énergie citoyenne, il est possible de se référer à [cette étude d'Energie partagée](#)⁹. [L'IDDRI a aussi fourni une analyse détaillée](#) des développements récents¹⁰. Et [une autre étude du CLER](#)¹¹ a été réalisée sur la transition énergétique territoriale comme étant créatrice de valeur(s) et moteur de développement.

La question de la planification territoriale est importante dans ce scénario afin de croiser l'ensemble des enjeux environnementaux (dont biodiversité et application directe de la première phase de la doctrine ERC) avec les besoins et gisements, et renvoie à la nécessité d'avoir une appropriation par les acteurs locaux sur ces enjeux. L'accumulation de grands projets renouvelables peut aussi provoquer assez rapidement un rejet, d'où l'intérêt, au-delà des enjeux environnementaux et d'artificialisation, d'encourager fortement les installations solaires sur bâti (grandes toitures, parking, ...), puis les zones fortement dégradées, et de mieux répartir sur l'ensemble de la France les parcs éoliens.

⁷ <https://energie-partagee.org/ressource/etude-retombees-eco-2/>

⁸ <https://energie-partagee.org/energie-citoyenne-trait-dunion-transition-energetique-developpement-territoires/>

⁹ <https://energie-partagee.org/decouvrir/energie-citoyenne/chiffres-cles/>

¹⁰ <https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20Iddri/Etude/201906-ST0319-ENR%20citoyens.pdf>

¹¹ https://cler.org/wp-content/uploads/2020/09/CLER_TEPOS-Transition-e%CC%81nergie%CC%81tique-territoriale-BD.pdf

Concernant les véhicules électriques et les panneaux solaires, il est important de discuter de leur complémentarité, comme [cette étude SolarEV City concept: building the next urban power and mobility systems](#)¹². Il faut cependant aussi mentionner les limites du développement des véhicules électriques et les risques liés aux batteries.

Il y a aussi une absence de parallélisme entre les méthodes de localisation des énergies renouvelables et celles des nouvelles centrales nucléaires, alors que pour ces dernières, de réelles questions se posent.

A cela s'ajoute aussi la question de la localisation des sites de traitement et / ou du stockage des déchets nucléaires en plus de la question des capacités de production et qui recouvrent également, au-delà des enjeux techniques, des enjeux sociétaux et environnementaux.

Question 7 – Scénario M2 : bouquet économique d'EnR

La configuration envisagée pour le scénario M2 vous paraît-elle pertinente ?

Disposez-vous d'études ou d'éléments détaillés sur la répartition économiquement optimale des énergies renouvelables (répartition entre technologies et localisation géographique) ?

Quelles vous semblent-être les « limites acceptables » de la logique d'optimisation économique, vis-à-vis de la société, de l'environnement et d'autres activités économiques afférentes ? Quelles données pourraient venir étayer l'analyse de ces conditions aux limites ?

L'appropriation des énergies renouvelables par les acteurs locaux, dont les citoyens, est cruciale pour la bonne réalisation de leur développement.

Il faut aussi mentionner le risque de concentration du photovoltaïque au sud et de l'éolien dans les régions les plus ventées, ce qui induirait un appel plus fort au réseau. De plus, en termes de résilience, l'hyper spécialisation énergétique de territoires pose question.

Question 8 – Scénario M3 : énergies marines renforcées

La configuration proposée dans ce scénario de développement massif des énergies renouvelables marines vous paraît-elle appropriée ? Si non, quels ajustements proposez-vous, en particulier sur la trajectoire de développement de l'éolien en mer ?

Selon vous, quelles sont les conditions requises (sur les plans technologique, réglementaire, économique, environnemental ou encore sociétal) pour atteindre les capacités envisagées dans ce scénario ?

¹² <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/abd430/pdf>

Avez-vous des contributions spécifiques à apporter sur les perspectives de développement de la filière éolienne en mer, et d'autres filières d'énergies marines renouvelables ? En particulier sur les possibilités de répartition géographique tenant compte du partage des usages de la mer ?

Il faut pouvoir répondre aux objectifs de développement de l'éolien offshore en excluant les aires marines protégées des sites possibles.

Les retours d'expérience des associations membres du Réseau Action Climat nous montrent qu'il y a un manque important de données environnementales pour prendre position sur la filière éolienne en mer à chaque débat public. Il y a donc un important effort de recherche à faire pour avoir toutes les données environnementales, ainsi que les impacts sur et de la pêche dans les zones concernées (impacts cumulés). C'est seulement avec ces données que l'on peut ensuite répondre plus précisément sur la possibilité de déployer des éoliennes en mer sur tel ou tel site afin d'éviter les zones écologiquement sensibles (couloirs de migrations, zones de reproduction et nurserie). Il est également primordial d'impliquer les populations concernées (tels que les pêcheurs qui peuvent être favorables à ces développements). Il y a un besoin important d'études de fond sur ces questions-là.

Comme la France manque de retours d'expérience, il peut s'avérer nécessaire d'obtenir des retours d'expériences de pays comme la Belgique ou le Danemark (où les éoliennes en mer ont été construites avec l'implication des pêcheurs). Les retours d'expériences peuvent être facilement répliqués dans les façades Nord mais il nous paraît difficile d'utiliser des retours d'expériences des façades Nord pour la mer Méditerranée ou pour les façades Atlantiques. Une approche de précaution doit s'appliquer avec un développement itératif de la filière à partir de fermes expérimentales et de validation par les autorités compétentes.

Sur le point plus précis de la possibilité du foisonnement sur les façades maritimes françaises, [cette étude d'Engie Green](#)¹³ peut être étudiée.

Concernant la façade méditerranéenne, le WWF a publié avec la FEE, l'OFB et le MTES notamment [des recommandations pour le développement durable du secteur éolien en mer](#)¹⁴. Il y a aussi le [rapport de l'UICN](#) traitant le sujet des énergies marines renouvelables¹⁵. Un travail similaire a été réalisé par FNE (Eoloscope marin, 2021).

Question 9 – Scénario M0 : 100% EnR en 2050

La configuration proposée dans ce scénario vous paraît-elle appropriée ? Si non, quels ajustements proposez-vous ? Quel rythme maximal d'installation des énergies renouvelables vous semble-t-il pertinent de prendre en compte dans ce scénario ?

¹³ <https://eolmernormandie.debatpublic.fr/images/documents/bibliotheque-debat/25.contribution-engiegreen.pdf>

¹⁴ https://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/owf_policybrief_17june_single_page.pdf

¹⁵ <https://uicn.fr/energies-marines-renouvelables-et-preservation-de-la-biodiversite/>

Pour ce scénario, il est intéressant de reprendre une consommation stable, et de bien étudier la répartition par type de technologie renouvelable. Il est recommandé de ne pas faire uniquement de grosses installations.

Selon vous, quelles sont les conditions requises (sur les plans technologique, réglementaire, économique, environnemental ou encore sociétal) pour atteindre les capacités envisagées dans ce scénario ?

Pour un scénario 100 % énergies renouvelables, la gouvernance territoriale est primordiale, avec une forte implication des acteurs locaux, dont les citoyens. Il faut aussi anticiper les progrès sur certains types de technologies.

Nous pouvons nous inspirer d'exemples à l'étranger, [comme au Vietnam](#) avec l'installation massive et rapide de panneaux photovoltaïques sur les toits¹⁶.

Question 10 – Scénario N1 : EnR et nouveau nucléaire 1

L'analyse de la configuration proposée dans ce scénario vous paraît-elle pertinente, en particulier s'agissant du rythme de développement du nouveau nucléaire (1 paire de réacteurs tous les 5 ans) et du développement envisagé pour les énergies renouvelables ?

Selon vous, quelles sont les conditions requises (sur les plans technologique, réglementaire, économique, environnemental ou encore sociétal) pour atteindre les capacités envisagées dans ce scénario ?

Plusieurs questions peuvent être soulevées sur ce point : est-ce que EDF et Framatome sont en capacité économique, industrielle de mettre en service une paire de réacteurs/EPR tous les 5 ans à partir de 2035 ? Comment est prise en compte la forte probabilité que ce calendrier prévisionnel puisse être irréaliste dans la réalité ? Il ne nous semble pas réaliste, notamment au vu du retour d'expérience à la fois de la Finlande et de Flamanville sur les délais et sur l'augmentation considérable des coûts financiers.

Il est également à noter que l'EPR2, la nouvelle version de l'EPR, censée prendre en considération le retour d'expériences de l'échec industriel et économique de l'EPR "1", est un prototype qui n'aura pas été déployé dans le monde réel. On peut donc s'attendre à ce que cette nouvelle tête de série subisse elle aussi la réalité du terrain qui occasionnera de nombreux retards et surcoûts notamment pour la première paire de réacteurs hypothétiques. Prendre en compte l'influence de ces potentiels retards et surcoûts dans les scénarios "nouveau nucléaire" par rapport aux prévisions économiques et calendaires d'EDF paraît indispensable à cet égard.

¹⁶ <https://www.pv-tech.org/vietnam-rooftop-solar-records-major-boom-as-more-than-9gw-installed-in-2020/>

Se pose aussi la question de la disponibilité des sites pour installer de nouvelles paires de réacteurs en tenant compte de l'acceptabilité sociale et des démarches réglementaires sur d'éventuels nouveaux sites et les contraintes de stress hydriques, notamment sur les fleuves, sur les sites déjà existants.

Sur le déploiement du nouveau nucléaire, le Réseau Action Climat et ses associations membres considèrent que c'est un pari risqué face à l'urgence climatique. C'est une solution qui est lente à mettre en place, puisqu'il faut en moyenne 10 à 19 ans pour qu'un projet nucléaire voie le jour (d'après le GIEC), entre la décision et la production d'électricité, sans certitude sur la date réelle de fonctionnement (sur les 52 réacteurs en construction dans le monde, 33 connaissent des retards d'après le World Nuclear Report). Ces délais sont trop importants, alors que le dérèglement climatique demande des solutions ayant déjà un impact fort dans les 10 années à venir.

Le nucléaire est, de plus, une énergie que le GIEC classe loin derrière les énergies renouvelables et les économies d'énergie au regard des Objectifs de Développement Durable, en prenant en compte les coûts élevés, la nécessité d'un soutien public important (voire de conditions monopolistiques), l'enjeu de la gestion des déchets, les impacts sur la ressource en eau, la pollution des mines d'uranium, le risque de prolifération et le défi d'assurer l'indépendance totale des autorités de contrôle face aux pressions économiques et politiques.

C'est une énergie qui est sensible aux risques climatiques, naturels et géopolitiques, avec des impacts écologiques portant au-delà du climat. La question du stress hydrique en France est particulièrement présente, puisque le nucléaire représente 30 % de l'eau douce consommée, ce qui en fait le deuxième consommateur d'eau après l'agriculture. L'eau rejetée est plus chaude, mais aussi polluée par des rejets radioactifs et chimiques (même si des seuils sont fixés, cela correspond à un droit à polluer). Il y a aussi les risques naturels tels que les inondations ou les risques sismiques, alors qu'en France 5 centrales sont situées dans des zones de sismicité "modérée à moyenne" d'après l'IRSN (Chinon, Bugey, Saint-Alban, Cruas et Tricastin). En raison de défauts récurrents de maintenance, il y a régulièrement des incidents de non-tenue au séisme sur le parc nucléaire.

Outre la sensibilité du nucléaire à des risques externes, il produit de façon intrinsèque des déchets ingérables tout au long de son cycle de vie, et ce dès l'extraction sur les sites miniers (avec des atteintes aux écosystèmes et de la pollution des ressources en eau). La majeure partie de ces déchets n'est pas réutilisable en tant que tel : en France, c'est près d'1,5 million de mètres cubes de déchets (hors déchets miniers) qui ont déjà été produits. Or, la question du confinement sûr de ces déchets n'est pour l'instant pas résolue, et ce avec des déchets radioactifs sur des milliers d'années (voire des centaines de milliers d'années pour ceux à « haute activité »).

Le démantèlement qui suit la fermeture des réacteurs va provoquer un afflux considérable de déchets très faiblement radioactifs et la « solution » qui se dessine est de tenter de traiter ces déchets pour diminuer le niveau de contamination et de les considérer ensuite comme des déchets normaux à entrer dans le circuit industriel. Si d'autres pays le font avec plus ou moins de succès (les industriels de la métallurgie ne sont pas enthousiastes à l'idée de travailler

avec des métaux faiblement radioactifs), il faut rappeler qu'ils n'ont pas le nombre démesuré de réacteurs comme la France.

À cela s'ajoute l'enjeu de démocratie locale lorsque les sites de stockage sont imposés à des populations qui n'en veulent pas. Toute cette gestion des déchets a un coût, qui ne va qu'augmenter, alors qu'on peut s'interroger sur le montant des provisions constituées par les exploitants pour y faire face.

Selon vous, quels doivent être les choix en matière de flexibilité, de modulation du nucléaire et de couplages entre les vecteurs dans ce scénario ?

Quelles hypothèses considérez-vous opportun de considérer en matière de répartition géographique des nouveaux réacteurs ?

Il faut prendre en compte la montée du niveau des mers et les menaces pour les centrales situées sur les littoraux. [La carte Climate Central](#)¹⁷ permet de mieux visualiser cette question.

Il y a aussi une baisse du débit des cours d'eau, comme le montre [ce document de synthèse du projet Explore 2070](#) produit sur l'hydrologie de surface¹⁸.

Il est nécessaire de rappeler qu'il y a un arrêt des centrales nucléaires en période de canicule. Cela touche à la fois les centrales même, mais expose aussi les personnels qui y travaillent puisque certaines zones ne sont pas ventilées, ce qui met en danger le personnel.

La crise sanitaire a aussi démontré la difficulté d'assurer la maintenance des centrales en période de chocs.

Le développement soutenu des EnR tel que présenté dans ce scénario vous semble-t-il conciliable avec celui du nouveau nucléaire, et sous quelles conditions ?

Question 11 – scénario N2 : EnR et nouveau nucléaire 2

Pour cette question, nous vous renvoyons aux éléments apportés à la question 10.

Question 12 – Scénario N3 : 50% de nucléaire

Pour cette question, nous vous renvoyons aux éléments apportés à la question 10.

Question 13 – Scénario N0 : 50% de nucléaire avec déclasséement progressif

La configuration proposée dans le cadre de ce scénario N0 vous semble-t-elle pertinente ?

¹⁷ <https://coastal.climatecentral.org/>

¹⁸ <http://www.gesteau.fr/sites/default/files/explore2070-hydrologie-surface.pdf>

Non, ce scénario ne nous semble pas pertinent. Il n'est a priori pas compatible avec la PPE puisque la part de nucléaire en 2035 serait supérieure à 50%. De ce fait, ce scénario ne devrait pas entrer dans le cadre de cette étude.

Le pari de prolongations d'une partie conséquente des réacteurs actuels jusqu'à 60 ans dans une feuille de route risque d'engendrer une baisse des exigences de sûreté sur les réacteurs en question et donc d'augmenter le risque d'accident nucléaire. Il est aussi nécessaire d'étudier l'acceptabilité sociale pour une prolongation jusqu'à 60 ans des réacteurs, qui ne nous semble pas acquise.

Quelles hypothèses sont faites sur les facteurs de charge de ces réacteurs vieillissants, notamment lors des opérations liées aux visites décennales qui seraient probablement de plus en plus majeures, longues et coûteuses ? La sécurité d'approvisionnement dans ces périodes critiques pourra-t-elle être garantie ? Quelles sont les hypothèses sur le prix de prolongation jusqu'à 60 ans des réacteurs en question ?

Question 14 – Répartition géographique des moyens de production

Partagez-vous les principes retenus pour alimenter les trajectoires de localisation des moyens de production nucléaires et renouvelables ?

Avez-vous d'autres pistes de réflexion complémentaires ou d'autres hypothèses à proposer pour définir la répartition des principaux moyens de production ?

En ce qui concerne le nucléaire, nous reprenons les arguments énoncés précédemment sur le fait qu'il est difficile de construire des nouvelles centrales sur les sites existants (avec notamment des fleuves qui sont surchargés) et les sites en bord de mer qui sont aussi déjà bondés. Cela sous-entend que s'il y a de nouveaux réacteurs, il est nécessaire d'avoir de nouveaux sites, or cela est compliqué d'un point de vue de l'acceptabilité sociale de tels projets au niveau local. Les Sradet n'abordent pas ces évolutions du parc nucléaire et en tout cas les populations ne sont pas interrogées sur cette énergie, contrairement aux énergies renouvelables qui du coup cristallisent aussi beaucoup des enjeux régionaux de transition énergétique. Il y a deux poids deux mesures dans le traitement du nucléaire et des énergies renouvelables.

Sur les énergies renouvelables, il est nécessaire d'avoir une contribution régionale à un scénario 100 % renouvelables pour permettre un équilibre entre production et consommation (sauf au niveau de l'Île de France). Cela est réalisable notamment en faisant appel au réseau, avec des régions comme la Bretagne qui pourrait par exemple produire plus que ce qu'elle ne consomme. C'est aussi une possibilité de renforcer l'autonomie territoriale, et de rendre les territoires plus autosuffisants et résilients. Chaque région peut aussi avoir une complémentarité et mettre en avant certains avantages par rapport à certains types d'énergies renouvelables.

Certaines collectivités s'engagent dès aujourd'hui à aller vers le 100 % énergies renouvelables en 2050 voire en 2040 comme la Métropole Rouen Normandie et la solidarité énergétique

interterritoriale sera un élément prépondérant de cette démarche. Dans le même temps, nous pouvons mentionner que les nouvelles centrales nucléaires ne répondent pas aux attentes des territoires, comme des citoyens, d'une plus grande implication.

Il est nécessaire, pour les énergies renouvelables, d'impliquer les collectivités et de les investir dans la production, ce qui est aussi une volonté de leur part.

Plus précisément, sur le solaire diffus, ce développement est économiquement plus cher, il faudrait prendre en compte les études qui sortent à l'international sur le bon couplage entre les batteries et le solaire.

Sur le photovoltaïque au sol, le retard est notamment dû à des délais qui s'allongent ainsi que des goulots d'étranglement à la fois au niveau des permis de construire et des raccordements au réseau de distribution.

Et de façon plus générale, nous faisons le constat qu'il y a deux démarches contrastées concernant la localisation des installations selon les productions. Cela a déjà été mentionné en GT5, mais la démarche conduisant à l'installation d'énergies renouvelables prend en compte les attentes sociétales et les données environnementales, et s'inscrit dans un processus de consultation cohérent avec celui de la présente consultation. A l'inverse, pour les installations des sites de production nucléaire, les seuls critères mentionnés sont des critères d'ordre technique. Il n'y a pas de parallélisme entre les méthodes employées et ceci introduit un biais méthodologique qui nuit fortement à la crédibilité de la présente consultation.

Question 15 – Analyse des effets du climat sur le système

Partagez-vous l'approche et les hypothèses proposées par RTE pour intégrer les effets du changement climatique et tester la résilience du système électrique aux événements extrêmes ?

Le refroidissement des centrales nucléaires en bord de fleuve est conjointement menacé par la hausse de la température et la diminution des débits des cours d'eau. En effet, dans les deux cas, le risque est de ne pas respecter les contraintes de température de l'eau en aval des centrales.

Il faut aussi prendre en compte la perte de production en cas de hausse de la température de la source froide.

Pour le photovoltaïque, au contraire, on peut considérer l'augmentation de l'ensoleillement. Par exemple, en 20 ans à Lyon, il y a eu entre 10 et 15% en plus d'ensoleillement.

Partagez-vous l'approche et les hypothèses proposées par RTE pour modéliser les différentes productions ?

Le facteur de charge des éoliennes a énormément augmenté ces dernières années aux Etats-Unis grâce au progrès technique, comme le montre [cette étude](#)¹⁹. Si c'est moins le cas en Europe pour l'instant, c'est en partie à cause de systèmes de soutien qui incitent peu à augmenter ce facteur.

Le facteur de charge du PV a largement augmenté en France (+0,2 points de pourcentage par an entre 2012 et 2019) ce qui n'est dû ni à la météo ni à l'évolution géographique des installations.

Il faut prendre en compte ces évolutions, sans quoi les facteurs de capacité estimés seront biaisés.

Question 16 – Flexibilité

Partagez-vous l'approche et les hypothèses proposées par RTE pour évaluer les besoins de flexibilité ?

De façon générale, nous considérons que les hypothèses proposées par RTE sont crédibles sur les besoins de flexibilité.

Plus précisément, il peut être intéressant de s'intéresser à l'automatisation de certains besoins, comme l'extinction temporaire des panneaux publicitaires ou d'une partie de l'éclairage public en cas de besoin.

Le V2G ou V2H (Vehicle to Grid, Vehicle to Home) est annoncé comme un moyen efficace permettant les flexibilités mais il nous paraît important de mesurer son utilité, sa faisabilité et son implication dans les services aux réseaux. Tant sur la faisabilité technique, sur la faisabilité économique (peut-on rémunérer ainsi les propriétaires de véhicules électriques), que sur l'acceptabilité (de ne pas contrôler la charge de son véhicule), il nous paraît important d'émettre les réserves nécessaires et d'étudier les besoins de cette flexibilité.

L'éducation à la flexibilité, qui n'est pour l'instant pas développée, est aussi cruciale pour pouvoir accéder à des gisements supplémentaires. Cela pose la question de l'acceptabilité et de la nécessité d'une sensibilisation plus forte à ces sujets. Il est donc nécessaire d'impliquer les consommateurs sur ces questions-là, avec un travail nécessaire de pédagogie et d'actions concrètes pouvant être mises en œuvre (en expliquant par exemple l'intérêt de décaler les machines à laver). Cela s'insère nécessairement dans les questions de décentralisation et d'appropriation du système électrique, que ce soit du point de vue de la consommation mais aussi de la production.

De nouveaux modèles économiques sont aujourd'hui à l'étude pour valoriser les flexibilités et inciter les citoyens à collaborer aux services aux réseaux en échange d'outils de gestion des consommations. La question de la rémunération des services aux réseaux pour les agrégateurs voir pour les consommateurs se pose alors.

¹⁹ <https://emp.lbl.gov/publications/wind-energy-technology-data-update>

Concernant l'industrie, les flexibilités qui n'impactent pas ou faiblement les process sont à étudier au regard de la rémunération des réserves.

Question 17 – Hydrogène et interactions entre l'électricité et les autres vecteurs

Partagez-vous le cadrage de l'analyse des interactions entre l'électricité et les autres vecteurs ?

Selon vous, quelles sont les trajectoires de développement de l'hydrogène et des combustibles de synthèse qui doivent être étudiées dans le cadre du Bilan prévisionnel ?

Il faut tout d'abord rappeler que pour l'instant, l'hydrogène est un vecteur fortement émetteur de gaz à effet de serre, puisqu'en France, 94 % de l'hydrogène est produit à partir de ressources fossiles (vaporeformage de gaz fossile, oxydation d'hydrocarbures et gazéification du charbon), avec un impact néfaste pour le climat. La production d'hydrogène conduit ainsi à l'émission de 11,5 MtCO₂/an, soit environ 3 % des émissions nationales (d'après le ["Plan de déploiement de l'hydrogène pour la transition énergétique - juin 2018"](#)²⁰).

De façon plus générale sur la production d'hydrogène, la seule solution réellement conforme aux objectifs de développement durable est la production par électrolyse à partir d'énergies renouvelables, sur la base d'une certification « verte » cohérente et vérifiée. Cette production devra être autant que possible nationale voire européenne. Dans un premier temps, les quantités produites dans ces conditions seront donc limitées. Par ailleurs, l'électrolyse nécessite une certaine quantité d'eau qui pourrait entrer en concurrence avec d'autres usages.

Les capacités de production d'hydrogène dans de bonnes conditions environnementales, c'est-à-dire par électrolyse à partir d'électricité d'origine renouvelable, étant limitées, les usages doivent par ailleurs être réservés à des process ou fonctions pour lesquels d'autres vecteurs ne sont pas adaptés. C'est pourquoi nous préconisons de réserver l'usage de l'hydrogène en priorité :

- À des process industriels nécessitant des températures élevées de fortes chaleurs comme la métallurgie, la sidérurgie, la céramique, le verre et certaines chimies
- Aux transports lourds tels les poids lourds, le secteur maritime, le transport ferroviaire sur les lignes pour lesquelles l'électrification présente des difficultés techniques ou ne serait pas rentable ou les véhicules utilitaires légers à usage professionnel nécessitant une grande autonomie et/ou une forte disponibilité.

Ainsi, si l'hydrogène est aujourd'hui utilisé principalement pour le raffinage d'hydrocarbures et la production d'engrais azotés de synthèse, ces usages doivent se réduire fortement afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre à leur usage (par exemple les émissions de protoxyde d'azote liés à l'épandage des engrais azotés).

²⁰ https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Plan_deploiement_hydrogene.pdf

Par ailleurs, pour le transport aérien, l'hydrogène commencera à être utilisé pour des vols commerciaux en 2035 au plus tôt, avec une progression lente ensuite, liée au temps de renouvellement des flottes. Il ne devrait concerner que les courts et moyens courriers (et pas les longs courriers) pour des raisons de taille de réservoir.

Nous souhaitons donc que les quantités d'hydrogène consommées soient diminuées :

- Dans le scénario de référence, notamment pour les engrais (des dispositions devraient être prises dans le projet de loi climat et résilience à cet effet)
- Dans le scénario Hydrogène + pour cet usage, mais également pour le transport aérien où l'usage d'hydrogène débute avant 2035 et a une progression paraissant peu réaliste.

Question 20 – Cadrage de l'analyse sociétale

Partagez-vous les principes proposés pour l'analyse sociétale des scénarios d'étude à l'horizon 2050 ?

Sur les attentes sociétales, elles sont prises en compte dans la partie énergies renouvelables mais pas sur la partie nucléaire (comme mentionné dans la réponse à la question 14). Or il y a un risque de non appropriation et non acceptabilité des nouvelles installations nucléaires, notamment par rapport aux risques induits par cette énergie.

La non baisse des consommations est un risque de non acceptabilité de la transition énergétique : tant qu'aucune baisse des consommations n'est perçue au niveau du territoire notamment, il y a une opposition à la production additionnelle d'énergies (qu'elle soit renouvelable ou autre). Il est donc important d'avoir une hypothèse dans des scénarios avec des baisses de consommations d'électricité.

Partagez-vous les principaux axes d'étude proposés pour l'analyse sociétale (acceptabilité des infrastructures énergétiques, sobriété, flexibilité) ?

L'acceptabilité est une notion qui mérite d'être questionnée. Elle laisse entendre que la bonne solution serait définie par quelques sachants et qu'elle devrait être acceptée par les personnes impactées. Il est plus intéressant de parler d'appropriation des enjeux et de construction collective des solutions techniques ou non-techniques.

Question 21 – Cadrage de l'analyse environnementale

La grille d'analyse proposée par RTE, visant à présenter pour chaque scénario une analyse environnementale quantitative sur quatre dimensions (émissions de gaz à effet de serre et empreinte carbone, consommation de ressources minérales, emprise territoriale et changement d'affectation des terres, déchets nucléaires) vous semble-t-elle adaptée aux enjeux de caractérisation environnementale des scénarios ?

De façon générale, il manque dans la grille d'analyse proposée par RTE l'enjeu de la résilience et de la capacité à résister à un choc : crise sanitaire, catastrophe naturelle d'ampleur, etc...

Il manque aussi la prise en compte d'un accident industriel ou d'un attentat dans une installation nucléaire. Il s'agit donc d'intégrer un scénario d'accident en partant [des travaux de l'IRSN](#) qui estime à 430 milliards d'euros un tel accident²¹.

Il faut aussi ajouter à cela le problème de faisabilité du stockage des déchets nucléaires qui rend plus hypothétique la poursuite de la filière nucléaire.

Pour limiter les contraintes environnementales, il est nécessaire d'avoir une vraie dynamique de baisse de la consommation. Dans le cadre de ces scénarios, étudier à minima le maintien (ou la non-augmentation) de la consommation serait bienvenu.

Sur l'analyse des émissions de gaz à effet de serre du nucléaire par rapport aux énergies renouvelables, la comparaison n'est pour l'instant pas réalisable. Il est donc difficile de considérer que le nucléaire est réellement décarboné, car nous manquons actuellement de données sur ce point. De plus, il faut prendre en compte les impacts autre que carbone, mais aussi l'analyse environnementale de façon générale (y compris sur le plan international).

Disposez-vous de données ou éléments à partager pour affiner la modélisation et la quantification des analyses selon la méthodologie présentée au sein du groupe de travail, en particulier sur les plans de la biodiversité, des ressources naturelles, et de la santé humaine ?

L'objectif étant d'analyser également des scénarios de transition énergétique durable, les critères et enjeux environnementaux doivent être pris en compte.

Plusieurs instituts, associations et collectifs tentent à ce jour de déterminer les critères et d'établir des recommandations autour de l'implantation de centrales énergétiques.

Nous pouvons citer [les travaux du WWF](#) autour de la démarche "énergies renouvelables durables"²² :

²¹ https://www.irsn.fr/FR/Actualites_presse/Actualites/Pages/20130219-Travaux-recherche-IRSN-cout-economique-accidents-nucleaires.aspx

²² https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2019-06/06112019_Guide_Methodo_Demarche_Energies_Renouvelables_Et_Durables.pdf

Ce sont neuf thématiques réparties tout au long des phases du développement des projets :

LES 9 THÉMATIQUES DE LA DÉMARCHE « ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DURABLES »	PHASES DU PROJET					
	1	2	3	4	5	6
1. Mettre en œuvre une démarche de décision progressive						
2. Associer les habitants et les autres acteurs du territoire						
3. Intégrer l'environnement à toutes les phases						
4. Partager l'espace et favoriser la transition écologique						
5. Protéger la biodiversité						
6. Accompagner l'évolution des paysages en préservant leur valeur						
7. Respecter le(s) voisinage(s) et les ressources du territoire						
8. Favoriser les retombées sur la vie locale						
9. Amplifier la contribution à la transition énergétique						

Niveau d'attention à la thématique au cours de chaque phase du cycle de projet :

■ : phase principale
 ■ : autre phase importante
 ■ : autre phase avec recommandation

Le but étant d'inciter la démarche des projets exemplaires et de développer des synergies entre le secteur de l'énergie, l'environnement et l'économie locale.

Plus spécifiquement, concernant l'éolien terrestre, [le module](#)²³ décrit au total 105 recommandations dont 37 sont des pratiques ambitieuses. Elles ont été étudiées et croisées avec les acteurs privés du développement de projets et sont illustrées par des cas concrets.

[Une démarche similaire](#) a été menée concernant la méthanisation durable²⁴ est en cours de réflexion un développement d'un module concernant le photovoltaïque.

Concernant l'éolien offshore et l'environnement, les documents que nous pouvons citer et qui servent aujourd'hui de référence notamment pour le cas de la méditerranée sont ceux indiqués dans la question 8 : concernant la façade méditerranéenne, le WWF a publié avec la FEE, l'OFB et le MTES notamment [des recommandations pour le développement durable du secteur éolien en mer](#)²⁵, ainsi que [le rapport de l'UICN](#) traitant le sujet des énergies marines renouvelables²⁶.

Des recommandations pour le développement exemplaire des projets éoliens sont également proposées par FNE dans [l'Eoloscope terrestre](#)²⁷, l'Eoloscope marin (en cours de finalisation). Idem pour la méthanisation dans le [Méthascope](#)²⁸.

²³ https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2019-06/06112019_Module_A%C3%A9rien_Terrestre_%20D%C3%A9marche_Energies_Renouvelables_Et_Durables_0.pdf

²⁴ https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2020-03/20200317_Rapport_Methanisation-agricole_WWF_GRDF-min.pdf

²⁵ https://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/owf_policybrief_17june_single_page.pdf

²⁶ <https://uicn.fr/energies-marines-renouvelables-et-preservation-de-la-biodiversite/>

²⁷ <https://www.fne.asso.fr/publications/eoloscope>

²⁸ <https://www.fne.asso.fr/publications/methascope>

Il nous paraît important de prendre en compte l'impact sur les ressources minières et de pousser la recherche pour améliorer les filières de recyclage et les alternatives à l'utilisation de matériaux rares.

Enfin, il est primordial de prendre en compte le stress hydrique de chacun des scénarios et notamment dans le cadre de l'évolution du climat.

Question 22 – Cadrage et hypothèses pour l'analyse économique

Partagez-vous les enjeux présentés et les principes proposés par RTE pour l'analyse économique des scénarios d'étude à l'horizon 2050 ? Etes-vous d'accord avec les hypothèses de coûts proposées et sinon, avez-vous d'autres références à proposer ? Avez-vous des propositions à formuler sur le taux d'actualisation à retenir pour l'analyse ?

Concernant les différentes hypothèses de coûts, il faut prendre en compte les intérêts durant la construction, qui sont importants en particulier pour les centrales nucléaires. Il s'agit donc de spécifier le temps de construction et la répartition des dépenses pendant cette construction. Il faut aussi prendre en compte les coûts de démantèlement des réacteurs nucléaires et de la gestion des déchets nucléaires. En ce qui concerne le démantèlement, il n'y a pas encore de retour d'expérience en France à ce sujet, mais il est possible de s'appuyer sur l'expérience de l'Allemagne, qui tend à démontrer que le démantèlement a un coût plus élevé que la construction. De façon générale, il n'y a pas de maîtrise des coûts concernant l'énergie nucléaire, en amont ou en aval.

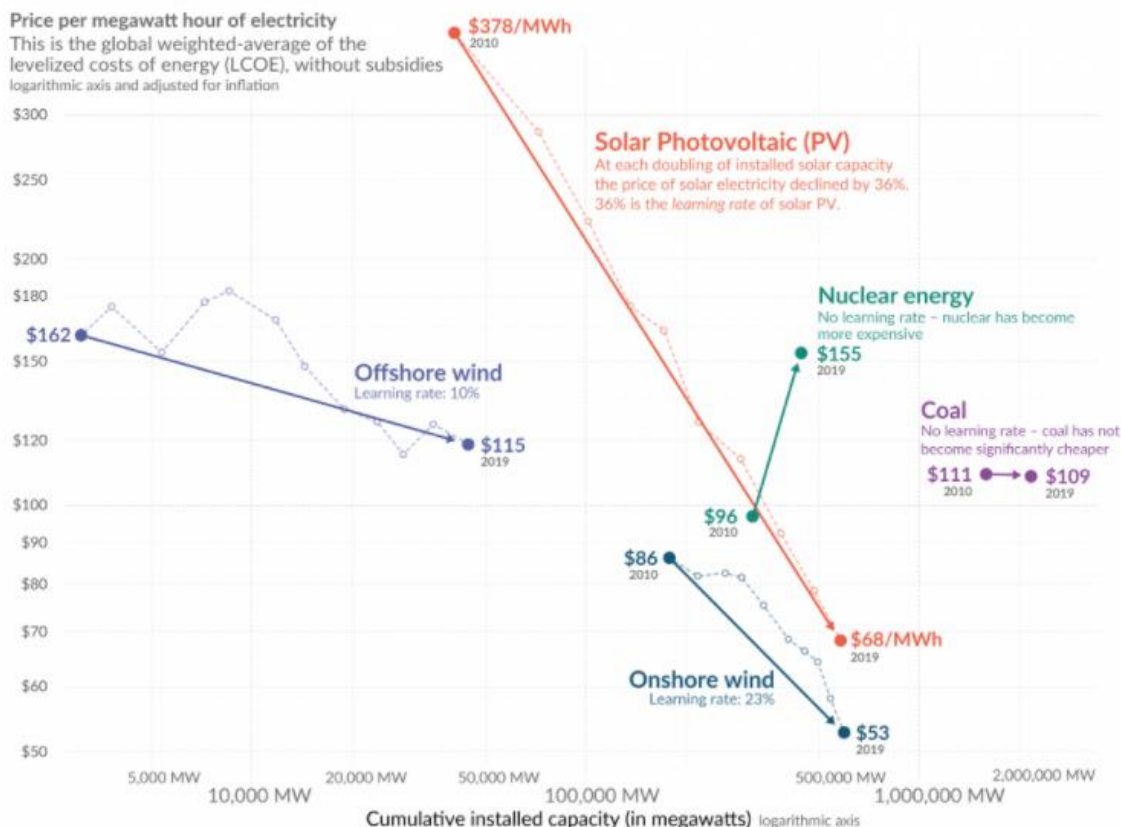
Plus précisément, sur le taux d'actualisation, une étude récente aux Etats-Unis retient un taux de 2% : *Carbon- neutral pathways for the United States* de Williams, J. H., Jones, R. A., Haley, B., Kwok, G., Hargreaves, J., Farbes, J., & Torn, M. S. (2021). Pour prendre en compte les coûts de très long terme comme ceux dus à la gestion des déchets nucléaires, il serait pertinent d'appliquer un taux d'actualisation diminuant au cours du temps comme recommandé par ce panel d'expert dans *How should benefits and costs be discounted in an intergenerational context? The views of an expert panel*. (December 19, 2013) de Arrow, K. J., Cropper, M., Gollier, C., Groom, B., Heal, G. M., Newell, R. G., ... & Weitzman, M. (2013). Et comme c'est pratiqué aux Etats-Unis pour les déchets nucléaires : *U.S. Government Accountability Office, Nuclear Waste Management: Key Attributes, Challenges, and Costs for the Yucca Mountain Repository and Two Potential Alternatives Highlights*, Washington D.C. (2009).

Nous pouvons aussi reprendre le coût de l'EPR de Flamanville qui continue d'augmenter. Pour rappel, il avait été budgété à 3,3 milliards d'euros en 2006 et pourrait finalement coûter en tout 19,1 milliards d'euros selon l'évaluation menée en 2020 par la Cour des Comptes en ajoutant des coûts supplémentaires. Cette même Cour des Comptes estime le coût de production d'électricité des nouveaux réacteurs dans une fourchette de 70 à 90€ en s'appuyant sur les coûts de construction de l'EPR, sans cesse relevés. À titre de comparaison, l'éolien et le solaire coûtent actuellement entre 50 et 65€ par mégawattheure.

De façon générale, les coûts de l'électricité provenant des énergies renouvelables deviennent moins chers quand on augmente leur capacité, contrairement au nucléaire et au charbon.

Electricity from renewables became cheaper as we increased capacity – electricity from nuclear and coal did not

Our World
in Data



Source: IRENA 2020 for all data on renewable sources; Lazard for the price of electricity from nuclear and coal – IAEA for nuclear capacity and Global Energy Monitor for coal capacity. Gas is not shown because the price between gas peaker and combined cycles differs significantly, and global data on the capacity of each of these sources is not available. The price of electricity from gas has fallen over this decade, but over the longer run it is not following a learning curve.

OurWorldinData.org – Research and data to make progress against the world's largest problems.

Licensed under CC-BY
by the author Max Roser

Aussi, nous nous interrogeons sur le fait de prendre le coût de production de l'hydrogène bas carbone comme exogène. L'intérêt du Power-to-Gas est de faire de l'électrolyse quand le prix de l'électricité est faible, ce qui arrive souvent dans un système largement renouvelable.

Concernant les prédictions d'évolution des facteurs de charge, il semble nécessaire de l'étudier, que ce soit pour les énergies renouvelables (avec notamment les progrès technologiques qui font augmenter ce facteur de charge et l'exploitation des meilleurs filons en premier qui peut avoir l'effet inverse), ou pour le nucléaire (où l'on peut s'attendre à un facteur de charge des anciens réacteurs qui diminuent avec le temps et des normes plus exigeantes, des arrêts plus longs car plus d'opérations à faire et des visites décennales bien plus conséquentes).